



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/9599
12 janvier 1970

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 12 JANVIER 1970 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU LIBAN

Me référant à ma lettre du 9 janvier 1970 No 317/lb/9 et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ainsi qu'à celle des membres du Conseil de sécurité, la teneur de la note adressée par le Gouvernement libanais en date du 10 janvier 1970 aux gouvernements des quatre grandes puissances et dont le contenu suit :

"Les agressions israéliennes contre le Liban se multiplient depuis plusieurs jours, et même plusieurs fois par jour. Elles sont précédées, accompagnées et suivies de menaces proférées à la radio, à la télévision et à la presse par des dirigeants israéliens qui ne dissimulent plus leur intention d'attenter non point seulement à la sécurité du Liban, mais à l'intégrité de son territoire.

Cette escalade de la violence, manifeste récemment d'une manière plus évidente, une double caractéristique. D'une part, elle s'acharne contre les populations civiles et, d'autre part, elle n'invoque même plus les faux prétextes habituels de représailles contre des actions de résistants palestiniens - prétextes qui, d'ailleurs, ne peuvent engager la responsabilité du Liban mais uniquement celle d'Israël lui-même, puisque la présence et l'activité des Palestiniens en territoire libanais résultent de la politique agressive d'Israël qui a provoqué l'exode des Palestiniens et qui se refuse à se soumettre aux décisions des Nations Unies.

Les actes de violence commis sans distinction contre les objectifs civils et militaires, sont toujours et partout considérés comme des actes de barbarie, à plus forte raison quand ils sont plus particulièrement orientés contre les civils. A plus forte raison encore quand l'agresseur, s'acharnant contre les civils, utilise ses forces régulières pour l'enlèvement d'un certain nombre d'entre eux.

Ce comportement, qui rappelle la période la plus sombre de la politique dite des otages reprochée avec véhémence aux organismes répressifs nazis pendant la dernière guerre, ou qui rappelle encore la politique dite de la responsabilité tribale pratiquée dans les âges les plus reculés, et qui semblait abolie par une civilisation reculée, un tel comportement ne peut qu'être condamné au nom de toutes les conventions et de toutes les lois humaines et divines.

La dénonciation précise des agressions israéliennes a été faite à chaque occasion au Conseil de sécurité. En saisissant aujourd'hui les représentants des quatre puissances qui ont des responsabilités particulières au Conseil de sécurité, et en élevant auprès de leurs gouvernements cette protestation, le Liban invoque non point seulement ses droits et ses légitimes intérêts, mais aussi, les conditions de vie élémentaires de l'humanité civilisée".

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire circuler le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Edouard GHORRA
